

## LA CRITIQUE DU DEVELOPPEMENT EN 1969

*Ivan Illich a été l'un des premiers à émettre de sérieuses critiques au sujet des politiques occidentales d'aide au développement des pays du Tiers Monde. Ce texte (1) a été rédigé suite au rapport Pearson publié en 1968, préconisant un taux de 1 % du PNB américain en Aide publique au développement. (2) A le relire plus de trente ans plus tard, ce texte n'a rien perdu de sa pertinence.*

Dans leur bienveillance, les nations riches entendent aujourd'hui passer aux nations pauvres la camisole de force du développement, avec ses embouteillages et ses emprisonnements dans les hôpitaux ou dans les salles de classe. Au nom du développement, l'opinion internationale approuve cette action. Les riches, les scolarisés, les anciens de ce monde essaient de partager leurs douteux avantages en convainquant le Tiers-Monde d'adopter leurs solutions préemballées !

### **Le coût du développement**

Ainsi, les rues de Sao Paulo s'embouteillent tandis que pour fuir la sécheresse près d'un million de Brésiliens du Nord-Est font 800 kilomètres à pied. Des chirurgiens d'Amérique latine suivent des stages dans des hôpitaux spécialisés de New York pour y apprendre des techniques qui ne s'appliqueront qu'à quelques malades, et pendant ce temps la dysenterie amibienne continue d'exercer ses ravages parmi les 90 % de la population. Une poignée d'étudiants bénéficie d'une formation scientifique plus poussée dans les universités américaines, avec l'aide souvent d'une bourse de leur propre gouvernement si, par hasard, ils retournent en Bolivie, ils deviendront des enseignants, spécialisés dans quelque matière au nom ronflant, à La Paz ou à Cochabamba. Mais les riches exportent des modèles déjà démodés de leur production standardisée. L'Alliance pour le progrès (1961) est un excellent exemple d'une institution bienveillante, conçue pour lutter contre le sous-développement. L'Alliance a connu le succès, mais pas celui qu'elle promettait ; elle est devenue l'Alliance pour le progrès de la consommation et de la domestication des masses d'Amérique latine. Elle a permis de faire un grand pas en avant vers une conception moderne de la consommation parmi la bourgeoisie d'Amérique du Sud, en l'intégrant à la culture dominante de la métropole nord-américaine. En même temps, l'Alliance a contribué à la modernisation des aspirations de la majorité des citoyens et les a amenés à croire en la nécessité des produits qu'ils ne pourront jamais obtenir.

Chaque voiture lancée sur les routes du Brésil prive cinquante personnes de la possibilité de disposer d'un autocar. Chaque réfrigérateur mis sur le marché contribue à restreindre les chances que soit construite une chambre froide pour la communauté. Pour reprendre une formule de Jorge de Ahumada, le brillant économiste chilien, chaque dollar dépensé au profit de la médecine et des hôpitaux coûte une centaine de vies humaines : si chaque dollar avait été, en effet, dépensé pour les approvisionner en eau potable, on aurait pu les sauver. Chacun des dollars dépensés pour l'enseignement représente un nombre accru de privilèges accordés au petit nombre aux dépens de la grande majorité. Il augmente le nombre de ceux qui, avant d'abandonner l'école, auront appris que ceux qui y restent gagnent par là le droit de disposer de plus de pouvoir, d'argent et de prestige. Le résultat d'un pareil enseignement est de définir une nouvelle hiérarchie fondée sur les années de scolarité.

Tous les pays latino-américains s'efforcent fiévreusement de développer leur système scolaire. Aucun d'entre eux ne dépense pour l'éducation (c'est-à-dire pour la scolarité) moins de 18 % du revenu national provenant des impôts ; beaucoup en dépensent presque le double. Mais ces investissements considérables n'ont encore jamais permis d'assurer cinq années complètes d'enseignement à plus du tiers de la population ; la demande et l'offre en matière d'enseignement croissent en rapport géométrique inverse. Ce qui est vrai de la scolarité l'est également des produits de la plupart des institutions, au cours de cette entreprise de modernisation du tiers

monde.

### **La course au superflu**

Les constantes améliorations techniques apportées aux produits déjà établis sur le marché profitent généralement beaucoup plus au producteur qu'au consommateur. La complexité des méthodes de fabrication ne permet qu'aux industries puissantes de remplacer continuellement un modèle par un autre. L'attention du consommateur se porte sur d'infimes modifications et lui en fait oublier les conséquences : l'augmentation des prix, la nécessité de changer plus souvent de modèle, le coût plus élevé des réparations et la spécialisation plus grande. Voyez, par exemple, les usages multiples d'un ouvre-boîte ordinaire, tandis qu'un modèle électrique, à condition qu'il fonctionne, n'ouvre qu'un certain type de boîte et coûte cent fois plus cher !

Il en va de même pour une pièce détachée de machine agricole et, bien entendu, pour un diplôme universitaire. L'agriculteur du Middle West se laisse aisément convaincre qu'il lui faut un véhicule à quatre roues motrices, capable d'atteindre les 120 km/h sur route, équipé d'essuie-glace électriques et de sièges fauteuils, et qu'il pourra remplacer l'année d'après par un modèle nouveau. Une telle vitesse n'a rien d'indispensable pour la plupart des paysans du monde, qui se soucient peu, par ailleurs, du confort ou de la nouveauté. Ce dont ils ont besoin, c'est d'un moyen de transport qui leur revienne le moins cher possible. Ils vivent dans un monde où le temps ne s'est pas changé en argent, où les essuie-glace à main suffisent encore, où une machine doit durer plus d'une génération. Une bête de somme mécanique leur suffira mais celle-ci ne répond pas aux exigences de la technique moderne et des méthodes de fabrication et de vente sur le marché nord-américain, si bien que personne ne s'avisera de la fabriquer.

En matière de santé, ce qu'il faut à l'Amérique latine, c'est un personnel paramédical qui puisse intervenir sans l'aide d'un docteur en médecine. Or, au lieu de promouvoir un programme de formation de sages-femmes et de visiteurs médicaux qui seraient appelés à donner les soins indispensables et disposeraient de quelques remèdes, les autorités universitaires latino-américaines préfèrent ouvrir chaque année des écoles d'infirmières spécialisées, de laborantines et de pharmaciens. On prépare ainsi des professionnels uniquement aptes à travailler dans des hôpitaux bien équipés ou à vendre des remèdes toujours plus dangereux. Le monde va vers une impasse dans la mesure où il est incapable de faire face à un double phénomène évolutif :

Un nombre sans cesse accru d'hommes ne dispose que d'une possibilité de choix toujours plus limitée. Certes, on parle souvent de cet accroissement de la population mondiale, sans autre effet que de créer une psychose de peur. La diminution des choix fondamentaux provoque, elle, l'angoisse parmi les populations, mais on ne s'attarde pas à cet aspect de la question. L'explosion démographique accable l'imagination et l'on ne pense plus qu'à offrir des choix entre différentes marques de produits. Certes, nous sommes dans une impasse. Des consommateurs nouveaux naissent toujours plus nombreux et la demande se développe dans tous les domaines, depuis les produits alimentaires jusqu'au contraceptifs, pendant que nous ne parvenons à imaginer aucun autre moyen pour la satisfaire que d'offrir les produits conditionnés, maintenant en vente dans les sociétés dignes de notre admiration.

Je m'attacherai successivement à l'examen de ces deux aspects de la réalité qui nous indiquent la direction permettant de parvenir à une définition du sous-développement.

### **À qui profite le développement ?**

Dans la plupart des pays du tiers monde, l'accroissement de population s'accompagne de l'apparition d'une classe moyenne. Au sein de cette classe, nous assistons à une élévation rapide des revenus, du niveau de vie et de la consommation, mais en même temps le fossé se creuse entre elle et la masse du peuple. Même dans les pays où la consommation moyenne par tête

d'habitant augmente, la majorité des hommes dispose en fait de quantités de nourriture moindres qu'en 1945, de moins de possibilités de soins lorsqu'ils tombent malades, d'une protection sociale plus limitée et d'une diversité d'emplois plus restreinte. C'est là, en partie, le résultat d'une consommation orientée et la conséquence, d'autre part, de l'éclatement de la cellule familiale et de la culture traditionnelle. En 1969, un plus grand nombre d'êtres vivants souffrent de la faim, des maladies et des méfaits du climat, et ce nombre représente un pourcentage accru de la population mondiale.

Ces conséquences du sous-développement ne sont que trop visibles, mais le sous-développement représente aussi un état d'esprit et toute la difficulté est de comprendre cette prise de conscience particulière qu'il suppose. L'esprit est conditionné au sous-développement lorsque l'on parvient à faire admettre aux masses que leurs besoins se définissent comme un appel aux solutions occidentales, ces solutions toutes faites qui ne leur sont pas accessibles. Dans cette perspective, nous voyons que le sous-développement se perpétue alors même qu'augmente le nombre de salles de classe, de calories, de voitures et de cliniques. Les classes dirigeantes de ces pays s'efforcent de créer des services qui ont été conçus dans le cadre d'une société de l'abondance ; une fois qu'elles ont ainsi monopolisé la demande, elles ne pourront jamais satisfaire les besoins de la majorité.

Cette conscience spécifique du sous-développement pourrait se définir comme un résultat du processus de *Verdinglichung*, ou "réification", pour reprendre un qualificatif que l'on trouve dans Freud et Marx ; par "réification", j'entends que la perception des besoins réels se change en une demande de produits manufacturés : avoir soif, c'est avoir besoin de Coca-Cola ! Cette sorte de réification est le résultat de la manipulation des besoins humains par de vastes organisations qui sont parvenues à dominer l'imagination des consommateurs en puissance.

## **Vendeurs d'écoles et de Coca-cola**

Reprenons l'exemple emprunté au domaine de l'éducation. La promotion intensive de l'enseignement conduit à l'idée que scolarité et éducation sont des termes équivalents, à telle enseigne qu'ils ont tendance à devenir interchangeables dans le langage de tous les jours. Une fois que l'imagination d'une population dans son ensemble a été "scolarisée", c'est-à-dire persuadée que l'école possède le monopole de l'éducation, alors l'analphabète peut être frappé d'impôts qui permettront d'offrir une éducation secondaire et universitaire gratuite aux enfants des riches. Le sous-développement est alors la conséquence d'un "développement" continu des aspirations matérielles, auquel on parvient par une promotion intensive des ventes. En ce sens, le sous-développement évolutif se situe à l'opposé de ce que je crois être l'éducation véritable : l'éducation par laquelle la conscience s'éveille à de nouvelles possibilités de l'homme, l'éducation qui met l'imagination créatrice au service d'une vie plus humaine. Le sous-développement, au contraire, suppose une capitulation de la conscience sociale et l'acceptation des solutions préfabriquées.

Certes, ce "marketing" des produits étrangers, qui se traduit finalement par un sous-développement accru, suscite quelques réactions mais qui demeurent superficielles. Un Sud-Américain ressent, peut-être, quelque indignation à la vue d'une fabrique de Coca-Cola au milieu d'un quartier misérable, mais l'instant d'après il sera fier de voir une école normale toute neuve se dresser à côté. Il ne lui plaît pas de voir un "brevet" étranger attaché à une boisson, il préférerait une étiquette nationale. Pourtant, il est prêt à imposer à tous ses concitoyens la scolarité obligatoire, quel qu'en soit le prix, et sans s'apercevoir de cette patente invisible que détient l'école parce qu'elle est affiliée au marché mondial de la production et de la consommation.

Il y a quelques années, je regardais des ouvriers qui installaient un immense panneau publicitaire invitant à boire du Coca-Cola. La scène se passait dans une plaine désertique du Mexique ; la sécheresse régnait alors sur ce pays et la famine menaçait. Mon hôte, un Indien misérable de Ixmiquilpan, avait offert aux ouvriers avant qu'ils se mettent au travail un petit verre de cette boisson, de cette eau noirâtre, sucrée et coûteuse. La colère me prend rien que d'y penser, mais que dire de ces réunions de l'UNESCO où des bureaucrates, pleins de bonnes intentions, bien

rémunérés, discutent gravement des programmes des écoles latino-américaines ; et je pense encore à ces discours enflammés des libéraux réclamant plus d'écoles...

Certes, la tromperie dont les vendeurs d'écoles se rendent coupables est moins évidente que celle du représentant de Coca-Cola, ou de Ford, mais elle est plus dangereuse. Ils poussent à la consommation d'une drogue plus pernicieuse. Suivre les classes de l'école primaire représente un luxe qui est loin d'être inoffensif : je songerais plutôt à ces Indiens des Andes mâchant leur coca et qui se retrouvent asservis à leurs maîtres.

## **La dépendance au développement**

Et plus un être a goûté à cette drogue de la scolarité, plus il souffre lorsqu'il doit y renoncer. En effet, celui qui abandonne après sa septième année ressent plus cruellement son infériorité que celui qui abandonne après trois ans. L'opium des écoles a plus de force que celui des églises en d'autres temps. À mesure que l'esprit de la société se scolarise, les individus oublient qu'il est possible de vivre sans se sentir inférieur à autrui. L'exode de la campagne vers la ville fait apparaître une nouvelle forme d'inégalité : l'infériorité sociale du peon était héréditaire, le "laissé-pour-compte" de l'école fait l'expérience d'une inégalité dont on le tient pour responsable. Les écoles justifient cruellement sur le plan rationnel la hiérarchie sociale dont les églises défendaient autrefois l'origine divine.

Le fait de ne pas consommer de Coca-Cola ou de ne pas acheter de voiture n'est pas encore considéré comme un délit, tandis que c'en est un de quitter l'école trop tôt. Le gouvernement brésilien a récemment doublé la durée de scolarité obligatoire et gratuite. Dorénavant, tout enfant brésilien qui abandonne l'école avant l'âge de seize ans risque, tôt ou tard, d'être accusé de ne pas avoir profité d'un privilège légalement obligatoire. Or, cette loi a été promulguée dans un pays où les prévisions les plus optimistes ne permettent même pas d'envisager le jour où les 25 % seulement de la population pourront effectivement jouir de ce privilège. L'adoption des normes internationales en matière de scolarité condamne la plupart des Latino-Américains à une vie en marge de la société ou à en être définitivement exclus ; bref, ils sont condamnés au sous-développement.

On constate partout le même phénomène : les objectifs sociaux prennent l'apparence de niveaux de consommation qu'il faut à tout prix atteindre. Par-dessus toutes les frontières géographiques, idéologiques et culturelles, les nations sont en voie de créer leurs usines automobiles, leurs écoles normales, leurs écoles de médecine, et la plupart de ces créations ne sont, au mieux, que de pâles copies des modèles étrangers.

## **Les solutions**

Ce dont le Tiers Monde a besoin, c'est d'une révolution de ses institutions. Les révolutions de la dernière génération furent, dans l'ensemble, politiques. Un groupe d'hommes nouveaux, avec leurs propres justifications idéologiques, s'empara du pouvoir, mais il continua, par la suite, d'assurer le fonctionnement des institutions scolaires, médicales et économiques ; seule, la clientèle a parfois changé, mais comme les institutions ne se sont pas modifiées, les clients sont toujours aussi peu nombreux. L'éducation illustre ce point. Le prix de revient de la scolarisation par élève est à peu près semblable dans le monde entier, dans la mesure où les critères, par lesquels on évalue la qualité de l'enseignement, deviennent partout comparables. L'accès à l'enseignement public dépend partout du revenu par tête. (Des pays comme la Chine et le Vietnam du Nord seraient peut être dans ce domaine des exceptions intéressantes.) Partout dans le Tiers Monde, les institutions modernes sont improductives, si l'on se réfère à l'objectif égalitaire qu'elles se proposaient. Mais tant que l'imagination sociale de la majorité ne sera pas détruite par sa capitulation définitive devant les institutions existantes, les chances de préparer une révolution institutionnelle seront plus grandes dans le tiers monde que chez les riches. D'où

l'urgence d'un travail qui entreprendrait de définir d'autres possibilités face aux solutions dites modernes.

Le sous-développement, dans beaucoup de pays, tend à devenir une maladie chronique. Il faudrait que la révolution dont je parle puisse intervenir avant qu'il ne soit trop tard. L'éducation, encore une fois, nous fournit un excellent exemple. Il y a sous-développement chronique en matière d'éducation quand la demande de scolarisation devient si universelle que l'opinion publique unanime réclame une concentration des ressources disponibles pour l'éducation sur le système scolaire. Parvenu à ce point, il devient impossible de séparer l'éducation de la scolarisation.

La seule réponse possible au sous-développement est la satisfaction des besoins fondamentaux, envisagée comme un objectif à long terme dans des régions dont les possibilités en matière de financement seront toujours limitées. Il est plus aisé de parler de contre-projets face aux institutions, services et produits existants, que de les définir avec précision. Je n'entends, pour ma part, ni dépendre une utopie, ni écrire quelque récit d'anticipation. Je me propose seulement de citer quelques exemples qui permettent de voir dans quelles directions les recherches devraient s'engager.

On a déjà donné des exemples de ce genre : remplacer les voitures privées par des moyens de transport collectif, les gros transports routiers par des véhicules lents mais tout terrain ; approvisionner en eau potable plutôt que de mettre en place des services chirurgicaux trop onéreux ; des aides médicaux plutôt que des médecins et des infirmières spécialisées ; des chambres froides communautaires plutôt que des réfrigérateurs individuels. On pourrait citer des dizaines d'autres possibilités à l'inverse des choix habituels. Pourquoi, par exemple, ne pas considérer la marche à pied comme une solution de rechange au problème des embouteillages et ne pas amener les urbanistes à se soumettre à cet impératif ? Pourquoi ne pas concevoir un abri familial dont les éléments seraient préfabriqués et pourquoi ne pas obliger chaque citoyen à apprendre, au cours d'une année de service civil, comment construire un habitat décent ? Il est plus difficile de trouver des solutions de rechange en matière d'éducation, sans doute parce que les écoles tiennent depuis longtemps une place trop grande dans notre vie. Mais il demeure cependant possible d'indiquer là aussi une direction vers laquelle porter notre effort de recherche. Actuellement, la scolarisation est conçue comme un système gradué, avec des programmes définis. Les enfants doivent aller en classe pendant toute une année scolaire, ce qui représente environ mille heures annuelles pendant une succession d'années. En moyenne, les pays d'Amérique latine sont en mesure d'assurer à chaque citoyen huit à quarante mois de ce service. Pourquoi donc ne pas imaginer à la place un ou deux mois d'éducation obligatoire par an pour tout citoyen en dessous de l'âge de trente ans ?

Des crédits importants sont dépensés pour les enfants. Or, on peut enseigner à lire et à écrire dix fois plus vite à un adulte et pour dix fois moins cher. Par ailleurs, l'investissement est source de profits immédiats, soit que l'on considère que cet apprentissage ouvre à l'adulte de nouveaux horizons, lui permet de se sentir responsable, sur le plan politique et sur le plan familial, ou que l'on se place dans la perspective de la productivité. L'adulte éduqué pourra, en effet, contribuer à l'éducation de ses enfants et à celle des autres adultes. Et pourtant, les programmes d'alphabétisation ne trouvent que peu ou pas de soutien en Amérique latine, où les écoles ont droit à toutes les ressources publiques. Ces programmes sont également condamnés sans pitié au Brésil et ailleurs, où les militaires ont jeté le masque et apportent ouvertement leur soutien à l'oligarchie industrielle ou féodale.

D'autres possibilités en matière d'éducation seront encore plus difficiles à définir, parce que nous ne disposons pas d'exemples qui nous permettent de les envisager. Nous pourrions, cependant, imaginer de répartir les ressources de telle manière que chaque citoyen ait un minimum de chance. L'éducation ne deviendra la préoccupation politique de la majorité que lorsque chaque individu aura une conscience précise des crédits d'enseignement qui lui sont dus, et quelque idée de la façon dont il pourra les obtenir. Il faudrait penser à une décision analogue à celle qui fut prise en faveur des combattants américains ; on répartirait les crédits entre les différents enfants

d'âge scolaire et chacun disposerait ainsi d'un crédit éducatif qu'il pourrait utiliser tôt ou tard. Quels besoins pourraient satisfaire le peu de crédits éducatifs dont dispose une république latino-américaine ? Tout d'abord, on distribuerait ces livres, ces images, ces jeux, ces jouets que l'on ne voit jamais dans les foyers des déshérités, mais qui sont indispensables aux enfants de la bourgeoisie et qui leur viennent en aide pour apprendre l'alphabet, les couleurs, les formes, et contribuent au développement de leur esprit. Dans le Tiers Monde, il faut déjà choisir entre cette distribution et les écoles. Malheureusement, les pauvres, pour qui ce choix est une nécessité, ne sont pas appelés à donner leur avis.

Et je vois bien toute la difficulté qu'il y a à définir des solutions de rechange à des institutions et des produits, qui retiennent aujourd'hui toute notre attention, qui nous imposent une conception particulière de la réalité. C'est pourquoi il faut que tous ceux qui possèdent encore l'imagination créatrice et la volonté d'agir s'unissent dans cette tâche. Cette union, me dira-t-on, existe : elle se retrouve dans ce que nous avons coutume d'appeler la recherche.

### **Pour une autre recherche**

Mais de quelle recherche parlons-nous ? De la recherche fondamentale en physique, en génétique, en médecine, en pédagogie ? Certes, le travail d'hommes tels que F.H.C. Crick, Jean Piaget et Murray GellMann et de bien d'autres doit continuer d'élargir les horizons de la science ; mais il leur faut des laboratoires, des bibliothèques, des collaborateurs compétents, ce qui les contraint à travailler dans les quelques capitales du savoir, et leurs recherches deviennent le point de départ de nouveaux travaux dans le domaine de l'application.

Mais je ne parle pas ici de la recherche appliquée et des milliards qui s'y engouffrent, car ces crédits dépensés généreusement par les institutions existantes le sont à leur profit, en vue d'améliorer et de vendre leurs produits. La recherche appliquée, c'est de l'argent que l'on dépense pour mettre en fabrication des avions plus rapides, pour construire des aéroports plus sûrs ; pour fabriquer des spécialités pharmaceutiques plus redoutables et former des médecins capables de prévenir leurs effets souvent mortels ; pour accroître le volume de connaissances que l'on peut faire tenir dans une salle de classe ; pour mettre au point la gestion des entreprises gigantesques. À cette sorte de recherche, il faut répondre par une contre-recherche, si nous voulons avoir quelque chance de trouver des solutions de rechange face à l'automobile, l'hôpital, l'école, et à tout cet équipement que l'on prétend indispensable à la vie moderne.

Je voudrais, en conséquence, parler d'une autre recherche, particulièrement difficile, que l'on a jusqu'à présent négligée pour des raisons évidentes. Je lance un appel pour que se développe une recherche qui vise à remplacer les produits dominant le marché, les centres hospitaliers et les spécialistes prolongeant le malade, les écoles et les programmes impératifs interdisant de s'instruire à ceux qui n'ont pas suivi le bon chemin, qui ne se sont pas enfermés assez longtemps dans les salles de classe, qui ne veulent pas payer le prix du savoir en se soumettant à la surveillance, à la sélection, aux diplômes et à l'endoctrinement.

Ce dont nous avons, par conséquent, le plus grand besoin, si nous voulons que les nations pauvres aient un avenir, c'est d'une contre-recherche, différente de ces projets de l'an 2000 qui envisagent des changements sociaux mais qui ne les conçoivent que par des améliorations apportées à une technologie déjà en plein essor. La contre-recherche que je propose doit d'abord tenir compte du manque constant de capitaux dans le tiers monde. Insistons, encore une fois, sur les difficultés inhérentes à une telle recherche. Le chercheur doit mettre en doute ce qui apparaît comme évident aux yeux de tous, puis persuader ceux qui détiennent les pouvoirs de décision d'agir à l'encontre de leurs intérêts à court terme, ou convaincre l'opinion de faire pression sur eux. Il lui faut, enfin, survivre dans un monde qu'il cherche à changer de façon si profonde que ses concitoyens, ceux qui font partie de la minorité privilégiée, considéreront qu'il cherche à miner le sol sur lequel nous vivons. Et, s'il réussit, quelles seront les réactions des sociétés technologiquement avancées qui pourraient, alors, envier le sort des "pauvres" ?

Ceux qui définissent les politiques de développement, que ce soit en Amérique du Nord, ou du

Sud, en Russie ou en Israël, reprennent toujours le même modèle. Ils se servent de ce qui est employé à satisfaire leurs propres besoins. Ils utilisent les institutions sur lesquelles ils ont pouvoir ou contrôle. La formule est mauvaise et ne conduit qu'à l'échec. Il n'y a pas assez d'argent dans le monde, les budgets militaires et spatiaux des superpuissances ne suffiraient pas pour assurer la réussite de tels projets.

Et ceux qui veulent faire une révolution suivent un raisonnement analogue. Ils promettent, le plus souvent, que tous les citoyens bénéficieront des privilèges réservés à l'élite : écoles, hôpitaux, etc. Cette promesse est vaine parce qu'elle se fonde sur l'illusion qui consiste à croire qu'il sera possible d'agrandir les institutions en place. Par conséquent, la contre-recherche que je propose menace tout autant les révolutionnaires et leurs promesses que les puissances capitalistes.

Au Vietnam, un peuple avec ses bicyclettes et ses bambous aiguisés tient en échec la plus grande machine de production et de recherche que l'on ait jamais conçue. Notre survie, nous devons la chercher dans un tiers monde où l'ingéniosité de l'homme saura déjouer pacifiquement la force et ses machines de guerre. Pour lutter contre la tendance à un sous-développement accru et la vaincre, il faut apprendre à rire des solutions reconnues. Ce n'est pas là une tâche facile, mais ainsi nous serons à même de changer des choix et des exigences qui rendent le sous-développement inévitable. Seuls des hommes libres peuvent se raviser et réinventer le monde. Bien que personne ne dispose d'une entière liberté, certains hommes sont plus libres que d'autres.

**IVAN ILLICH**

## Notes

(1) Ce texte est extrait du dernier chapitre "La pauvreté planifiée" de l'ouvrage *Libérer l'avenir* (Seuil, 1971), traduction de l'ouvrage publié en 1969 sous le titre *Celebration of Awareness*.

(2) L'Assemblée générale des Nations unies a adopté le 24 octobre 1970 une stratégie pour "la deuxième décennie du développement" dans laquelle l'alinéa 43 de la résolution 2626 stipule l'objectif d'une aide publique au développement (APD) d'un montant de 0,70 % du produit national brut à verser par "chaque pays économiquement avancé".

---

## Trente ans plus tard...

*Majid Rahnema, ancien membre du comité exécutif de l'UNESCO, interroge ici Ivan Illich, plus de trente ans après la publication du texte que l'on vient de lire.*

*Ce texte est un extrait de "Twenty six years later" (Entretien avec Majid Rahnema en anglais) paru dans The Post-development Reader (Zed Books, 1997).*

**Majid Rahnema.** J'étais déjà sensibilisé à vos idées sur le développement et sur l'éducation lorsque j'ai pris connaissance pour la première fois de votre discours sur "le développement comme pauvreté planifiée". Sauf erreur, toutes les actions dont les missionnaires, les développementalistes ou les marxistes et autres intervenants sociaux tirent leur fierté ne vous ont jamais vraiment convaincu. Au contraire, vous paraissez considérer que leur attitude est à la fois irréaliste, arrogante, contre-productive et faussement altruiste !

**Ivan Illich.** Il est vrai que mes inquiétudes à propos du "développement économique" ont été

précoces. Elles remontent à l'époque où j'étais vice-chancelier chargé du développement à l'université de Ponce au Porto Rico, il y a quarante ans. Au début et pendant plus d'une dizaine d'années, mes critiques portaient sur les moyens employés pour atteindre des objectifs que je ne remettais pas encore en cause. Par exemple, je critiquais l'école obligatoire comme moyen pour atteindre une éducation universelle, dont j'approuvais l'idée dans *Une Société sans école* (1971). Par la suite, je suis devenu plus radical et plus réaliste !

Mes critiques ont ainsi porté sur les objectifs mêmes du développement, plus que ses agences, l'éducation plus que l'école, la santé plus que les hôpitaux. Pendant les années cinquante, j'ai dénoncé les injustices perpétrées par les organisations professionnelles d'enseignants, de travailleurs sociaux, et de scientifiques financées par l'Etat. Dans ma lutte contre l'invasion du monde par les volontaires, j'en appelais à la saine raison : l'ouvrage *Libérer l'Avenir* en est l'expression. Ensuite, j'ai sapé les mythes de notre société de consommation pour laquelle, par exemple, "soif" est synonyme de Coca Cola, "bien" signifie "plus".

**Majid Rahnema.** Les victimes de cette invasion pourront-elles échapper à la fatalité du développement ?

**Ivan Illich.** Il existe plusieurs sortes de victimes. Prenons par exemple le père de Charlie au Ghana. Malgré son importante exploitation de poulets, il s'est ruiné pour envoyer son fils dans des écoles de missionnaires pour apprendre des techniques qui sont rapidement devenues obsolètes. Ou encore mon ancien collègue à l'université de Bremen (Allemagne) qui a choisi de tourner le dos à la chimiothérapie pour une mort paisible, adoucie par quelques graines d'opium. Tous deux ont eu ce qu'ils cherchaient, le destin n'a pas choisi pour eux. Pensons en revanche à tous ces gens dont on a forcé l'entrée dans la modernité, ces hommes et femmes rendus dépendants aux antibiotiques ou aux semences "améliorées" au détriment du patrimoine naturel. À tous ces gens qui ont été arrachés à leurs cultures traditionnelles pour finir dans la misère. Il faudra apprendre à faire preuve d'humilité et renoncer aux chimères du développement ainsi qu'à faire la leçon aux "sous-développés".